

MARCHE EN PROCEDURE ADAPTEE N° INSERM-DR-PEST-2025-01

**FORMATIONS D'ACCOMPAGNEMENT
EN LANGUES**

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES VALANT ACTE
D'ENGAGEMENT**

SOMMAIRE

ARTICLE 1. PARTIES CONTRACTANTES	4
1.1. Acheteur (pouvoir adjudicateur).....	4
1.2. Le titulaire du marché	4
ARTICLE 2. CONTEXTE	5
ARTICLE 3. OBJET DU MARCHÉ	6
ARTICLE 4. FORME ET MONTANT	6
4.1. Allotissement.....	6
4.2. Durée du marché	6
ARTICLE 5. PIECES CONTRACTUELLES	6
ARTICLE 6. DESCRIPTION DES PRESTATIONS attendues	7
6.1. Présentation générale des formations et public cible	7
A. Nombre de session (1 session équivaut à 30 heures de formation).....	8
B. Nombre de stagiaires (Anglais et FLE)	8
C. Période souhaitée.....	8
ARTICLE 9. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	9
9.1. Représentant des parties.....	9
9.1.1. Représentant de l'INSERM	9
9.1.2. Représentant du titulaire	9
9.2. Lieu d'exécution des prestations	9
9.3. conditions d'annulation de report ou de modification du format d'une session	9
9.4. Modalités de remplacement d'un formateur	10
ARTICLE 10. OBLIGATIONS DU titulaire.....	10
10.1. Obligation de conseil et d'information	10
10.2. Obligation de confidentialité.....	10
10.3. Garantie relative à la propriété intellectuelle	10
10.4. Obligations d'information de modifications affectant le titulaire.....	10
10.5. Obligations réglementaires	11
ARTICLE 11. CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	11
11.1. Opérations de vérification - admission.....	11
ARTICLE 12. REGIME FINANCIER	11
12.1. Contenu des prix.....	11
12.2. Forme des prix	12
12.3. Emission des bons de commande.....	12
12.4. Facturation et paiement	13
12.4.1. Modalités de facturation	13
12.4.2. Transmission de la facture	13
12.4.3. Règlement.....	13
12.4.4. Délai de paiement	14

12.4.5. Intérêts moratoires	14
12.5. Ordonnateur de la dépense et comptable assignataire	14
ARTICLE 13. MODIFICATIONS	14
13.1. Modification du marché.....	14
13.2. Modifications mineures relatives au titulaire	15
13.3. Changement de titulaire.....	15
ARTICLE 14. MESURES PRISES EN FAVEUR DE LA PROTECTION ET DE LA VALORISATION DE L'ENVIRONNEMENT	15
ARTICLE 15. PENALITES	16
15.1. Pénalités pour retard sur le délai d'exécution.....	16
15.2. Pénalités pour non-respect des engagements pris en matière de protection de l'environnement	16
15.3. Plafonnement des pénalités	16
ARTICLE 16. obligation du titulaire	16
ARTICLE 17. Assurance RESPONSABILITE CIVILE	17
ARTICLE 18. RESILIATION	17
ARTICLE 19. DIFFERENDS – LITIGES	17
ARTICLE 20. DEROGATIONS AU CCAG-FCS.....	17
ARTICLE 21. ENGAGEMENT DES PARTIES	18
21.1. Engagement du titulaire.....	18
21.2. Engagement de l'INSERM	18

ARTICLE 1. PARTIES CONTRACTANTES

1.1. ACHETEUR (POUVOIR ADJUDICATEUR)

Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale (Inserm)

Délégation Régionale Paris IDF Centre Est

SIRET : 180 036 048 02391

Représenté par la Déléguée Régionale en sa qualité de Représentant du pouvoir adjudicateur pour le présent marché, Mme Hélène MAURY.

Ci-après désigné par « l'Inserm » ou « l'établissement » ou « l'Acheteur »

1.2. LE TITULAIRE DU MARCHE

La société :

Adresse :
.....

Téléphone :

Courriel :

Identifié au RCS de sous le numéro

Numéro d'identité de l'établissement (SIRET) :

Code d'activité économique principale (APE) :

Représenté par : agissant en qualité de

Désigné ci-après par « **Le titulaire** »

ARTICLE 2. CONTEXTE

L'Inserm (Institut national de la santé et de la recherche médicale) est un établissement public de recherche agissant dans le domaine de la santé et de la recherche médicale.

Neuf instituts thématiques accompagnent l'Institut dans son rôle de coordination générale de la recherche biomédicale française. Ils proposent une stratégie globale et cohérente de développement des recherches dans les disciplines relevant de leur compétence.

Les 357 structures de recherche de l'institut implantées sur toute la France sont rattachées à des Délégations Régionales. Chacune de ces délégations dispose d'une autonomie de gestion et assume la quasi-totalité des actes nécessaires à son fonctionnement.

A ce titre, les délégations régionales disposent de compétences propres dans les différents domaines de l'action administrative : ressources humaines, budget, comptabilité, achats, immobilier ...

Le siège de l'institut organise et encadre l'action des délégations régionales dans un souci de rationalisation et d'efficacité selon les priorités de l'établissement.

A l'Inserm, les métiers de la recherche s'articulent autour de trois types : les **chercheurs**, les **ingénieurs** et **techniciens**, qui apportent leur soutien à la recherche, et les **administratifs**.

L'institut accueille également des chercheurs et étudiants non francophones venant de tous les continents. Ces agents viennent se former à la recherche et doivent pouvoir communiquer rapidement dans leur laboratoire et dans le cadre de démarches administratives.

A. Les métiers de la recherche

Les chercheurs : Ils développent des connaissances, produisent et diffusent des résultats de recherche qui participent aux progrès thérapeutiques, à l'amélioration des systèmes de soins et de prévention ou encore à la production industrielle. Ils sont également une aide à la décision en matière de choix politique ("principe de précaution").

Chargé du pilotage d'un ou plusieurs projets scientifiques, le chercheur est amené à encadrer des équipes, former des jeunes chercheurs (doctorants, post doctorants), dispenser des enseignements, participer à des séminaires et des colloques, valoriser les résultats.

B. Les métiers de soutien de la recherche

Ces métiers indispensables au bon fonctionnement de l'Institut, sont exercés le plus souvent par des ingénieurs et des techniciens, dans les domaines des sciences du vivant, de la communication, du droit, de la gestion financière, des ressources humaines...

Les **ingénieurs** collaborent avec les chercheurs et exercent leur activité au sein de cinq grands domaines : la biologie ; la recherche clinique et épidémiologique ; la production, l'expérimentation et le développement animal ; l'instrumentation scientifique et les techniques expérimentales. Ils conçoivent et développent de nouvelles méthodes et techniques et pilotent leur réalisation dans le cadre de projets scientifiques d'envergure.

De surcroît, des fonctions administratives sont exercées dans les unités de recherche, les délégations régionales et le siège dans les domaines RH, finances et juridique.

ARTICLE 3. OBJET DU MARCHÉ

L'objet du présent marché porte sur la mise en place d'actions de formations d'accompagnement en langues (Anglais et Français Langue Etrangère) destinées aux personnels statutaires et contractuels de l'Inserm travaillant en Ile de France.

ARTICLE 4. FORME ET MONTANT

Le marché public constitue un accord-cadre mono-attributaire exécuté par l'émission de bons de commande, en application de l'article L.2125-1 1° ainsi que des articles R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du code de la commande publique.

Le montant maximum de l'accord-cadre, toutes reconductions éventuelles comprises, est fixé à 143 000 € HT.

A titre indicatif, le montant estimatif de l'accord-cadre toutes reconductions comprises est de 105 000 € HT.

4.1. Allotissement

L'accord-cadre n'est pas alloti.

4.2. Durée du marché

L'accord-cadre prend effet à compter de sa notification pour une durée d'un (1) an.

Il est reconductible tacitement à sa date anniversaire sans que sa durée totale ne puisse excéder quarante-huit (48) mois. Le titulaire ne pourra s'opposer à la reconduction du marché public.

La non-reconduction prend la forme d'une décision écrite de l'Inserm adressée en recommandé avec accusé de réception au titulaire au moins deux (2) mois avant la fin de chaque période contractuelle.

Les bons de commande ont une durée de validité allant de leur date d'émission jusqu'à l'admission définitive des prestations qui y sont rattachées.

ARTICLE 5. PIECES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, le marché est constitué par les pièces contractuelles énumérées ci-après par ordre de priorité décroissant :

- Le présent cahier des clauses particulières (CCP) valant acte d'engagement (AE) ;
- L'annexe financière du présent CCP valant AE ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG-FCS) issu du décret du 30 mars 2021.
<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341>
- Le cadre de réponse technique,
- Les bons de commandes.

Toute disposition figurant dans les documents complétés par le titulaire et contraire aux clauses du présent CCP ou du CCAG-FCS est réputée non écrite.

En cas de contradiction entre le présent CCP et le CCAG-FCS, le CCP prévaut pour l'obligation en cause.

ARTICLE 6. DESCRIPTION DES PRESTATIONS ATTENDUES

6.1. Présentation générale des formations et public cible

La Délégation Régionale Paris IDF Centre Est souhaite mettre en place des actions de formations d'accompagnement en langues destinées aux personnels statutaires et contractuels travaillant en Ile de France. Ces formations sont ouvertes à tout personnel désirant améliorer ses capacités d'expression, écrite et/ou orale en vue de :

- Exposer ses activités professionnelles (administratif, RH, financier, juridique, scientifique) ;
- Négocier (notamment des clauses contractuelles) ;
- Echanger avec des partenaires scientifiques et financiers ;
- Accueillir des personnels non-francophones.

6.2. Objectifs des formations

Pour l'Inserm : Permettre aux agents d'Ile de France de bénéficier de ces formations et d'améliorer leurs communications orales et écrites dans un contexte professionnel.

Pour les participants : A la fin de la formation les stagiaires seront capables de :

- Pour la formation en anglais en présentiel ou à distance
 - Rédiger et comprendre des courriers administratifs et des e-mails ;
 - Répondre aux téléphone ;
 - Demander des renseignements et fournir des réponses à l'oral et à l'écrit ;
 - Améliorer sa compréhension et son expression orale pour échanger avec des collaborateurs anglophones, dans plusieurs domaines de compétences (anglais courant ; ressources humaines ; finances, scientifique; juridique ...) ;
 - Développer son aisance orale et les échanges sociaux dans le milieu professionnel ;
 - Accueillir des chercheurs et étudiants étrangers.
- Pour la formation en Français Langue Etrangère en présentiel ou à distance
 - Comprendre les informations élémentaires relatives à l'organisation du travail, à l'environnement dans lequel l'agent évolue (laboratoires de recherche et administration) ;
 - Améliorer sa compréhension et son expression orale pour échanger avec des collaborateurs francophones ;
 - Avoir les bases pour une bonne intégration en France (les codes dans le monde du travail en France) ;
 - Lire et rédiger des courriers, des e-mails, des articles...

ARTICLE 7. CONTENU PEDAGOGIQUE

L'organisme de formation devra adapter le contenu de son programme en fonction de certains besoins spécifiques métiers (scientifique, RH, finances, juridique...).

Les formations devront aborder aussi bien les compétences orales qu'écrites en anglais et/ou en français et s'adapter aux besoins spécifiques des groupes.

Les formations proposées doivent correspondre à différents niveaux d'acquisition allant du débutant à l'avancé et doivent avoir pour finalité de permettre aux agents concernés de développer de façon mesurable leur compétences écrites et orales.

L'organisme de formation devra ainsi **mesurer le niveau initial et final, puis « à froid » soit 6 mois** après la fin du stage des stagiaires sur l'échelle CECRL.

Les formateurs doivent être titulaires des diplômes requis pour cette action (diplôme de formateurs en langues) et disposer d'une expérience professionnelle significative dans ce domaine. **Le CV des intervenants est exigé.**

ARTICLE 8. CONDITIONS TECHNIQUES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

8.1. Organisation des formations

- Formations pour une amélioration rapide des compétences des stagiaires et satisfaire aux emplois du temps et aux situations géographiques des agents répartis sur toute l'Ile de France.
- Formations « en présentiel et/ou à distance ».
- Une (1) formule devra être proposée « Formation collective ».
- Groupes souhaités de 6 à 8 stagiaires avec une souplesse tolérée dans la composition des groupes par niveaux.

8.2. Dispositif

Formation (Anglais et FLE) : journée ou demi-journée. (*1 journée équivaut à 6 heures de formation*)

A. Nombre de session (1 session équivaut à 30 heures de formation)

- Anglais (en présentiel ou à distance) : 3 sessions par semestre
- Français Langues Etrangères (à distance) : 3 sessions par semestre.

B. Nombre de stagiaires (Anglais et FLE)

- 24 stagiaires / semestre (soit 3 groupes de 8 stagiaires)

C. Période souhaitée

- Février à novembre 2025.

8.3. Organisation matérielle

L'organisme de formation devra :

- Reproduire la documentation pédagogique et la mettre à la disposition des stagiaires.
- Concevoir, fournir et mettre en œuvre les tests préalables pour cibler le niveau des stagiaires et les objectifs spécifiques à atteindre pour chacun.
- Concevoir, fournir et mettre en œuvre le test de progression par agent et la synthèse pédagogique en fin de cycle de formation.
- Rendre compte de façon régulière auprès de la chargée de formation de l'Inserm Délégation Régionale Paris IDF Centre Est du suivi administratif et des éventuelles difficultés rencontrées.

ARTICLE 9. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

9.1. Représentant des parties

9.1.1. Représentant de l'INSERM

Conformément à l'article 3.3 du CCAG-FCS, dès la notification du marché le Représentant de l'Inserm désigne une personne habilitée à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'Inserm en cours d'exécution du marché. L'Inserm notifie toute modification de l'interlocuteur au titulaire.

9.1.2. Représentant du titulaire

Conformément à l'article 3.4.1 du CCAG-FCS, dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques habilitées à le représenter auprès de l'Inserm, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

9.2. Lieu d'exécution des prestations

Les stages en présentiel se dérouleront à Paris dans les locaux de l'organisme retenu. Les locaux devront être accessibles aux personnes handicapés.

9.3. conditions d'annulation de report ou de modification du format d'une session

Une fois les agents inscrits sur la session, en cas d'annulation ou de modification des dates de la session, un accord entre les parties pourra permettre de reprogrammer la session.

Si l'annulation ou le report intervient plus de 48 heures avant le début de la session, aucune indemnité ne sera versée à l'organisme de formation.

Si l'annulation intervient moins de 48 heures avant le début de la session, une indemnité de 20 % du montant hors taxe pourra être versée à l'organisme de formation dans le cas d'un stage intra-entreprise.

Aucune indemnité ne sera versée dans le cas d'un stage inter-entreprise.

9.4. Modalités de remplacement d'un formateur

L'organisme de formation devra informer l'Inserm Délégation Régionale Paris IDF Centre Est au moins un (1) mois à l'avance, par lettre recommandée avec avis de réception, du changement d'un formateur et présenter le curriculum vitae du nouveau formateur. Le remplaçant proposé sera considéré comme accepté si l'Inserm DR Paris IDF Centre Est ne le refuse pas dans un délai de huit (8) jours.

Cette procédure de remplacement ne s'applique pas en cas de survenance d'un événement de force majeure, imprévisible, irrésistible et indépendant de la volonté des parties.

Le nouveau formateur disposera d'un niveau de connaissance de l'environnement de l'Inserm et des stagiaires identique au formateur intervenant habituellement.

Pendant la durée d'exécution du marché, l'Inserm DR Paris IDF Centre Est se réserve le droit de récuser les formateurs mentionnés dans la réponse du prestataire.

ARTICLE 10. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

10.1. Obligation de conseil et d'information

Le titulaire du marché est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde, relative aux prestations du marché. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

10.2. Obligation de confidentialité

Le titulaire s'engage à respecter et à faire respecter le secret professionnel au regard des informations et documents auxquels il aura accès pendant l'exécution du marché. Il s'engage à ce titre, à tenir strictement confidentielles et ne pas divulguer les informations portées directement ou indirectement à sa connaissance.

10.3. Garantie relative à la propriété intellectuelle

Le titulaire est réputé détenir tous les droits d'auteurs, moraux et patrimoniaux sur les productions écrites, audiovisuelles, informatiques...utilisées par ses soins dans le cadre des prestations qu'il assume.

En cas de contentieux relatifs aux droits de propriété intellectuelle, seul le titulaire mis en cause, devra répondre des droits mis en cause devant une juridiction.

L'Inserm ne saurait être partie prenante à ce type de contentieux quelle que soit la juridiction saisie.

10.4. Obligations d'information de modifications affectant le titulaire

Conformément à l'article 3.4.2 du CCAG-FCS le titulaire est tenu de notifier immédiatement à l'Inserm avec présentation de pièces justificatives, les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- à ses coordonnées bancaires ;

et généralement toutes les modifications importantes qui se rapportent au fonctionnement de l'entreprise.

10.5. Obligations réglementaires

Le titulaire est tenu de produire les pièces mentionnées à l'article [D8222-5](#) ou [D8222-7](#) du Code du travail tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

La fourniture de ces pièces peut s'effectuer de manière dématérialisée sur la plate-forme gratuite <http://www.e-attestations.com/fr/>.

Si le titulaire recourt à des salariés détachés, il doit produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;

b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

ARTICLE 11. CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

11.1. Opérations de vérification - admission

Les opérations de vérification et d'admission s'effectuent dans les conditions prévues aux articles 27 à 30 du CCAG-FCS.

Par dérogation aux dispositions de l'article 27.3 du CCAG-FCS, les opérations de vérification quantitatives et qualitatives peuvent s'effectuer en l'absence du titulaire du marché ou de son représentant.

L'obligation de résultat porte sur l'atteinte des objectifs de chacune des actions de formation et sur la satisfaction générale des stagiaires.

ARTICLE 12. REGIME FINANCIER

12.1. Contenu des prix

Les prix comprennent tous les éléments de la prestation : les frais de conception, l'évaluation des stagiaires, l'animation des sessions, les frais de rédaction et de reproduction des supports pédagogiques, matériels pédagogiques (ordinateurs, paper-board.), les frais de déplacements des intervenants, les frais liés à la mise à disposition des locaux, aux aspects logistiques, le cas échéant les frais de restauration ainsi que tous les frais nécessaires à la bonne réalisation des prestations.

En outre, ils tiennent compte de toutes les charges fiscales, parafiscales, sociales ou autres frappant obligatoirement les prestations.

12.2. Forme des prix

L'euro est la monnaie de compte de l'accord-cadre.

Les prix du marché public sont des prix unitaires.

Aux prix HT s'applique la taxe à la valeur ajoutée (TVA) selon le taux en vigueur à la date d'exécution des prestations.

Les prix sont réputés être établis aux conditions économiques de la date de remise des offres.

Conformément à l'article 10.1.1 du CCAG-FCS, les prix sont fermes pendant la première période contractuelle puis révisables annuellement à la date anniversaire de l'accord-cadre en cas de reconduction.

Le titulaire adresse à l'Inserm ses nouveaux tarifs révisés au minimum trente jours avant leur date de mise en application à l'adresse : achat.dr-paris6@inserm.fr.

L'Inserm dispose d'un délai de quinze jours à compter de la réception des nouveaux tarifs pour faire part au titulaire de son éventuel désaccord.

Si l'Inserm ne manifeste pas d'opposition aux nouveaux prix, leur application sera effective à compter de la date anniversaire du présent accord-cadre.

L'Inserm se réserve la possibilité, par dérogation à l'article 38 du CCAG-FCS, de résilier sans indemnité le présent marché après un préavis d'un mois, en cas d'augmentation annuelle des prix supérieure à 2%.

Pour le cas où les dispositions décrites ci-avant ne seraient pas respectées, le nouveau tarif ne sera pas opposable, le tarif en vigueur demeurant valable.

12.3. Emission des bons de commande

Chaque bon de commande émis est validé par l'ordonnateur ou son représentant dûment habilité et est envoyé par mail au titulaire qui doit en accuser réception.

Les bons de commande peuvent être adressés au titulaire dès la prise d'effet de l'accord-cadre auquel ils se rattachent, et ce jusqu'à l'expiration de la durée de validité de cet accord-cadre. À l'expiration de l'accord-cadre, aucun bon de commande ne pourra plus être émis.

Les bons de commande émis avant la date d'expiration de l'accord-cadre auquel ils se rattachent, dont l'exécution s'étend au-delà de cette date, doivent être exécutés entièrement par le titulaire.

Les bons de commande sont établis sur la base des prix prévus à l'annexe financière du présent accord-cadre.

Les bons de commande portent obligatoirement les mentions suivantes :

- la référence au présent accord-cadre (objet et numéro) ;
- la nature et la quantité des prestations commandées ;
- les prix des prestations HT et TTC tels que prévus dans l'annexe financière du présent CCP valant AE ;
- Le numéro de Siret : 180.036.048.02391 (Identifiant de la délégation régionale Paris IDF Centre Est) ;
- Le code service : DRPEST (permet d'identifier le service concerné par la facture).

- Le numéro d'engagement : numéro de bon de commande à 10 chiffres commençant par le millésime.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS, à compter de la réception de la commande, le titulaire dispose d'un délai de 3 jours ouvrés pour émettre des observations par écrit à l'émetteur du bon de commande ou son représentant.

12.4. Facturation et paiement

12.4.1. Modalités de facturation

Pour le paiement, le titulaire adresse une facture correspondant aux prestations fournies, libellée à la Délégation Régionale Paris IDF Centre Est.

Chaque facture devra comprendre, outre les indications prévues par la réglementation de la comptabilité publique, les renseignements suivants :

- le nom et l'adresse complète de la Délégation de l'Inserm concernée par le marché ;
- l'identification du titulaire émetteur de la facture (nom ou raison social, adresse, numéro SIREN ou SIRET) ;
- le numéro et la date d'établissement de la facture ;
- la désignation des prestations exécutées et leur prix facturé conformément au marché ;
- la date d'exécution des prestations ;
- le montant hors taxes de la facture ;
- le taux ou le montant de la TVA ;
- le montant T.T.C. de la facture ;
- le numéro du marché ;
- la référence du bon de commande ;
- le numéro du compte bancaire ou postal.

Les factures ne présentant pas toutes les mentions ci-dessus seront retournées au titulaire pour rectification. Cet envoi interrompra le délai de paiement jusqu'à l'arrivée d'un nouveau document complet.

12.4.2. Transmission de la facture

Conformément à la loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises et aux dispositions des articles L2192-1 à L2192-7 et D2192-1, D2192-2 et R2192-3 du Code de la commande publique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement de manière dématérialisée sur le portail mutualisé de l'Etat, Chorus Pro, à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>.

12.4.3. Règlement

Le mode de règlement du présent marché est celui du virement bancaire.

Titulaire	:
Intitulé bancaire ou postal	:
Adresse	:
Code Banque ou Postal	:
Code Guichet	:
au compte n°	:
Clé RIB ou RIB	:

Le titulaire joint un RIB à l'appui de son offre.

Le titulaire s'engage à informer l'INSERM de toute modification de ses coordonnées bancaires avant la transmission de ses factures.

12.4.4. Délai de paiement

L'Inserm se libère des sommes dues par virement au compte précisé par le titulaire dans le marché. Conformément à l'article R.2192-10 du Code de la commande publique, le délai de paiement est de trente (30) jours. Le point de départ du délai de paiement est la date de réception de la facture par la personne publique et sous réserve des dispositions suivantes :

- ✓ prestations reconnues conformes en tous points aux engagements du titulaire.
- ✓ aucune erreur ou anomalie relevée lors de la vérification de la facture.

12.4.5. Intérêts moratoires

En application de l'article R. 2192-32 du code de la commande publique, les intérêts moratoires courent à compter du lendemain de l'expiration du délai de paiement qui est de trente (30) jours et jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir majoré de huit points.

Outre les intérêts moratoires, le défaut de paiement dans le délai de 30 jours fait courir une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement qui est fixée à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq (45) jours calendaires suivant la mise en paiement du principal.

Les intérêts moratoires ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée.

12.5. Ordonnateur de la dépense et comptable assignataire

L'ordonnateur de la dépense relative au présent marché est la déléguée régionale de la Délégation régionale Paris IDF Centre Est.

Le comptable assignataire du paiement de la dépense relative au présent marché est l'agente comptable secondaire de la Délégation régionale Paris IDF Centre Est.

ARTICLE 13. MODIFICATIONS

13.1. Modification du marché

La modification des contrats en cours d'exécution est encadré par les articles R.2194-1 à R.2194-10 du Code de la commande publique. Dans tous les cas les modifications envisagées ne doivent pas altérer la nature globale du contrat.

En cas de modification des conditions du marché telles qu'elles nécessitent la conclusion d'un avenant, les nouvelles conditions n'entreront en vigueur qu'à partir de la date de la notification dudit avenant après avis et/ou visa éventuel des instances de contrôle.

13.2. Modifications mineures relatives au titulaire

Les modifications suivantes qui sont relatives au titulaire sont considérées mineures, de ce fait ne nécessitent pas la passation d'un avenant mais doivent être communiquées dans les plus brefs délais :

- Modification de la dénomination sociale du titulaire ;
- Modification de l'adresse postale du titulaire ;
- Modification du SIRET du titulaire ;
- Modification des coordonnées bancaires du titulaire ;

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer l'Acheteur par écrit et communiquer un extrait du registre du commerce et des sociétés mentionnant le changement, dans les plus brefs délais.

13.3. Changement de titulaire

Le marché public ne pourra en aucun cas, faire l'objet d'une cession totale ou partielle, à titre onéreux ou non, sauf accord écrit et préalable de l'Acheteur. Le transfert du marché public à la société née de la fusion ou de l'absorption du titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable de l'Acheteur.

Dans ces cas, le titulaire doit en informer l'Acheteur dans les plus brefs et produire l'ensemble des documents et renseignements suivants, concernant la nouvelle entreprise à qui le marché public est cédé :

- Une copie de l'acte de fusion ou d'absorption définitif déposé au greffe du Tribunal de commerce territorialement compétent ;
- Une copie de l'annonce légale ;
- Les attestations fiscales et sociales mentionnées à l'article 10.5 du présent CCP ;
- Un extrait du registre du commerce et des sociétés originales datant de moins de trois mois faisant apparaître la fusion – absorption de la société titulaire.

La cession du marché public acceptée par l'Acheteur fera l'objet d'un avenant conclu entre l'Acheteur, la société cessionnaire et la société cédante constatant le transfert du marché public au nouveau titulaire.

Dans le cas où la cession du marché public ne pourrait s'opérer dans les conditions fixées à l'article R.2194-6 2° du code de la commande publique, le marché public pourra être résilié de plein droit par le représentant du pouvoir adjudicateur, sans que le titulaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

ARTICLE 14. MESURES PRISES EN FAVEUR DE LA PROTECTION ET DE LA VALORISATION DE L'ENVIRONNEMENT

Le titulaire précise dans son offre les mesures qu'il prend dans le cadre de l'exécution du présent marché en faveur de la protection et de la valorisation de l'environnement.

En cas de non-respect de ses engagements, le titulaire encourt une pénalité telle que prévue à l'article 15.2 du présent CCP.

ARTICLE 15. PENALITES

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

15.1. Pénalités pour retard sur le délai d'exécution

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, le titulaire encourt des pénalités de retards égales à 1/1000 du montant global de chaque bon de commande par jour de retard sur le délai d'exécution de la prestation à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Cette pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$$P = V * R / 1000 ; \text{ dans laquelle}$$

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard

15.2. Pénalités pour non-respect des engagements pris en matière de protection de l'environnement

Le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1000€ en cas de non-respect de ses engagements en matière de protection de l'environnement tels que définis dans les pièces du présent marché.

15.3. Plafonnement des pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG FCS, le montant total des pénalités encourues est plafonné à **20%** de la valeur des prestations commandées.

ARTICLE 16. OBLIGATION DU TITULAIRE

Le titulaire est responsable de la bonne exécution des prestations ainsi que des intervenants qu'il a désignés pour en assurer la conduite et dont il garantit les compétences dans le domaine concerné. Les intervenants proposés par le titulaire doivent assurer personnellement et intégralement l'animation des sessions de formation.

Si pour une raison indépendante de leur volonté, les intervenants proposés par le titulaire sont dans l'impossibilité temporaire ou définitive d'assurer eux-mêmes l'animation des sessions de formation, le titulaire en avise sans délai la responsable de la formation continue par mail à l'adresse suivante : formation.paris6@inserm.fr. Le titulaire prend alors toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve ni compromise, ni altérée.

ARTICLE 17. ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE

Le titulaire doit avoir contracté une assurance, valable pour la durée du marché, auprès d'une compagnie d'assurance agréée au sens des articles R.321-1 et suivants du Code des Assurances.

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances.

L'assurance du titulaire doit garantir la responsabilité civile, d'exploitation et professionnelle, incluant la responsabilité civile après travaux ou livraison du titulaire en couvrant les dommages matériels, immatériels et corporels pouvant être causés à l'Inserm ainsi qu'aux tiers, par tout événement intervenant dans le cadre de l'exécution du présent marché, et notamment par le fait des produits, du personnel ou des collaborateurs du titulaire, de façon à faire bénéficier l'INSERM dans tous les cas de mise en jeu de la responsabilité du titulaire, d'une indemnisation pécuniaire.

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'Inserm en cas d'inexécution.

Le titulaire doit pouvoir fournir, sur la demande de l'INSERM une attestation de la police d'assurance souscrite ainsi que des justificatifs de renouvellement de cette police.

ARTICLE 18. RESILIATION

L'Inserm peut mettre fin à l'exécution des prestations avant l'achèvement de celle-ci conformément aux dispositions du chapitre 7 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, par dérogation aux articles 38 et 42 du CCAG-FCS, la résiliation du marché n'ouvre droit à aucune indemnité pour le titulaire.

ARTICLE 19. DIFFERENDS – LITIGES

Tout litige résultant de l'exécution du présent marché et ne pouvant être réglé à l'amiable, est soumis à la juridiction compétente dans la résidence administrative de la Délégation Régionale Paris IDF Centre Est.

Seul le droit français est applicable.

ARTICLE 20. DEROGATIONS AU CCAG-FCS.

ARTICLES DU CCP	ARTICLES DU CCAG-FCS
5	4.1
11.1	27.3
12.2	38
12.3	3.7.2
15.1	14
15.3	14.1.2
18	38 et 42

ARTICLE 21. ENGAGEMENT DES PARTIES

21.1. ENGAGEMENT DU TITULAIRE

Après avoir pris connaissance du présent document et des pièces qui y sont mentionnées, le signataire :

- Déclare sur l'honneur ne pas entrer dans l'un des cas d'exclusion prévus aux [articles L. 2141-1 à L. 2141-5](#) ou aux [articles L. 2141-7 à L. 2141-10](#) du code de la commande publique.
- Engage la société dont la raison sociale et les coordonnées sont indiquées à l'article 1.2 du présent CCP à exécuter les prestations demandées dans le présent marché aux prix indiqué dans l'annexe financière du présent accord-cadre ;

Nom, prénom et qualité du signataire	Lieu et date de la signature	Signature

21.2. ENGAGEMENT DE L'INSERM

Nom, prénom et qualité du représentant de l'Inserm habilité à signer le marché public	Lieu et date de la signature	Signature